

Services publics

notre bien commun

notre richesse, notre zone à défendre

Réforme de la fonction publique, privatisation du rail. Mais est ce que la population va gagner quelque chose à toutes ces réformes ? Nous sommes tous et toutes des usager-es des services publics. Alors :

Nous refusons de les laisser détruire : aujourd'hui de nombreux services sont sans moyens financiers, sans investissements, sans personnel suffisant. Au contraire, nous demandons leur amélioration en prenant en compte les avis de la population comme du personnel.

Nous refusons les privatisations qui vont augmenter les inégalités de traitement, enrichir des actionnaires plutôt qu'améliorer le bien public et le service rendu à la population.

Nous refusons de faire des travailleur-euses des services publics des boucs émissaires : les statuts ne sont responsables ni des dettes, ni de la baisse de qualité, pas plus que les CDI dans le privé ne sont responsables du chômage.

Notre santé

- + d'économies, c'est la surcharge des hôpitaux, des soignants qui craquent.
- + de charge de travail dans les EHPAD, ce sont des personnes âgées qui ne sont pas toujours traitées dignement.
- + de remboursements de médicaments, de déserts médicaux, + de gens qui n'ont plus accès à des soins de qualité.

Et nos enfants

- + de cours préparatoires dédoublés à moyens constants, c'est + d'élèves dans les autres classes.
- + de présélection des élèves au lycée, c'est + de tri social.
- + d'argent public pour les écoles privées, c'est - pour l'école publique.
- + d'apprentissage, c'est une formation bradée et soumise aux besoins ponctuels des patrons.

A l'université :

- + de sélection à l'université, c'est - d'élèves défavorisé-es qui poursuivront leurs études.
- + de restriction budgétaire, c'est des fermetures de formations, des locaux vétustes, + de professeur-es précaires, des conditions de travail et d'études dégradées pour tous et toutes.

Nos transports

Des prix toujours + chers et des économies à faire sur le dos des usager-es avec au bout du bout des actionnaires à rémunérer. C'est l'expérience britannique avec de gros problèmes de sécurité et de très nombreuses personnes qui demandent le retour au public. C'est l'Etat qui refuse d'assurer le droit de tous et toutes à une vraie mobilité sur le territoire.

Nos services

- de services administratifs sur le territoire, c'est toujours + de gens sur le bord du chemin (sécurité sociale, CAF, Finances Publiques, crèches, bibliothèques...)

Vos droits, vos luttes, votre syndicat...

www.solidaires.org contact@solidaires.org,

[fb @USolidaires](https://www.facebook.com/USolidaires) [twitter @UnionSolidaires](https://twitter.com/UnionSolidaires)

144 boulevard de la villette 75019 Paris, 01 58 39 30 20

